

Multiplicité sociale et monnaie unique — Conséquences pour la vie sociale

Document de travail du colloque de recherche :

« La crise de l'UE et l'avenir de l'Europe », Stuttgart, le 3 mai 2014.

Udo Hermannstorfer

L'espace de la monnaie unique en tant que tâche de configuration sociale

La création d'une monnaie unique pour l'Union européenne apparaît à ceux qui préconisent un espace économique homogène et, à plus forte raison, aux défenseurs de l'idée d'une unité étatique européenne, après comme avant, la clef de voûte des mesures d'intégration. Lorsque 18 États économiquement autonomes, mais diversement et fortement développés de l'UE, fondèrent une monnaie commune, ce fut alors un événement unique dans l'histoire moderne, puisque des unités monétaires dans une ampleur appréciable, ne s'étaient formées jusqu'à présent qu'à l'intérieur des États. Elles y contribuaient alors considérablement au développement des contextes économiques intra-étatiques. Et similairement, les promoteurs de l'Euro attendaient que ses effets fussent aussi soutenir le processus d'unification européenne, en l'activant et en le consolidant.

Il ne semblait tout d'abord y avoir besoin, simplement, que d'un acte fondateur pour mettre en place une monnaie en tant que moyen de paiement légal. Or, la transposition pratique déclencha pourtant — en interaction avec les crises financière et des banques — des bouleversements sociaux dans une grande mesure, dont les causes originelles et les conséquences menacent désormais l'évolution à venir de l'Europe et qui ne sont toujours pas écartés. Les réprobations sociales qui en sont nées mènent à des critiques massives de la monnaie unique qui s'adressent aussi à la politique qui la propulse. On ne dénigre pas seulement les erreurs artisanales du processus de transposition (par exemple de fausses bases de compte) ou bien l'introduction précipitée de cette monnaie unique dans maints pays (ne remplissant pas les conditions préalables d'adhésion), au contraire, la critique s'étend jusqu'au strict refus de « l'Euro », en tant qu'acte d'abandon de la souveraineté nationale et de la différenciation régionale. Devant cet arrière-plan, la sortie de « la zone Euro », ou selon le cas le retour à la monnaie antérieure, n'en apparaît que plus conséquente.

Dans la discussion actuelle ne sont d'abord calculés et comparés que les répercussions chiffrées de la monnaie unique sur la croissance et le bien-être des pays individuels, complétées par des avantages et inconvénients collatéraux. Étant donné que 18 États ont été enchaînés ensemble dans une monnaie unique, une querelle violente s'enflamme au sujet de la question de savoir si les avantages et les charges qu'entraîne cette évolution sont équitablement partagés et dans quelle mesure une solidarité s'en trouve nécessaire et justifiée.

Les questions d'organisation sociales, devenues visibles lors du processus radical de transposition de chacune des monnaies nationales en « Euro », ne se laissent plus seulement calculer ou bien maîtriser par des techniques monétaires, ni non plus par un retour à l'ancien système des cours du change comme la couverture or, entre autres. Ils signalent beaucoup plus un besoin, en retard évolutif de longue date, de nouvelles manières de penser et de se comporter économiquement et socialement, qui finalement peuvent amener et garantir une réelle provision de la monnaie.

Point capital 1 :

La crise de l'ensemble du système monétaire et financier mène en outre à ce que la compréhension jusqu'à présent du rôle de l'argent, et avec cela aussi de la monnaie à l'intérieur de l'ensemble du processus social, est radicalement remise en question. Des intérêts monétaires et réellement sociaux ont évolué dans des directions opposées. Une confrontation a lieu, à ce propos, pour savoir si la vie sociale doit s'ajuster aux conditions des marchés monétaires et financiers — ou bien si les énergies de l'argent qui ont brisé leurs fers, doivent être réadaptées ou selon le cas, subordonnées aux besoins de vie de la société.

La monnaie est un concept collectif pour la disposition et l'ordre des finances d'un État. Au sens étroit, ce concept caractérise l'argent effectivement en circulation, qui est utilisé en tant que moyen de paiement légal à l'intérieur d'une espace monétaire. Quand bien même l'espace monétaire d'une monnaie, le plus souvent coïncide avec les frontières de l'État, le caractère de ses limites s'écarte

considérablement de celui des frontières étatiques. Cela devient particulièrement évident dans le contexte de l'UE, en tant qu'États autonomes associés par l'utilisation simultanée d'une monnaie commune, « l'Euro » : l'espace monétaire commun, avec en ce moment 18 États, surpasse largement l'étendue des États politiques individuels d'un grand nombre de fois. Les deux espaces ont des affaires, des termes de questionnements, mais aussi des ensembles de conformités légales différents, d'après lesquels ils doivent s'orienter. Le danger d'une évolution asynchrone, voire dissonante (voir la discussion « Nouvel endettement avec danger d'inflation » versus « diminution des dettes avec danger de déflation ») est une réalité depuis longtemps et la question du comment s'y prendre avec cela est devenu un thème central de l'Europe.

En quête des motifs déterminants des circonstances et problèmes qui ont surgi par l'union monétaire, le regard tombe de plus en plus fortement sur les instances politiques. La politique étatique budgétaire et financière d'une part, la politique sociale et celle de la formation, d'autre part, influencent et déterminent ce qui se produit au plan social et ce qui est, avec cela aussi, important pour la monnaie. L'exigence se laisse dériver aussi d'une plus ou moins grande homogénéité (ou bien pour le moins des directives mises aux voix) et des champs des responsabilités politiques conduites.

Pour des êtres humains qui ressentent un besoin de plus de démocratie sociale, cela requiert la progression nécessaire en direction d'une responsabilité européenne d'ensemble avec des attributions législatives et exécutives communes, pour pouvoir intervenir dans les dissonances en dirigeant et régulant les évolutions. Pour des milieux libéraux, il y a nonobstant là-dedans un vote de défiance vis-à-vis des forces de l'argent et des marchés de capitaux, associé à une hypertrophie de sa propre conscience de compétence à vouloir politiquement gouverner des processus sociaux. Ils y voient même carrément les causes premières de nombreux problèmes et réclament, en conséquence, plus de liberté pour les énergies du marché (voir aussi la discussion sur le TTIP) et de confiance placée dans sa dynamique d'équilibre naturelle à long terme. Car, pour eux, c'est seulement là où la dynamique du marché donne son accord, que les circonstances sociales ont une persistance.

Une sorte de compromis entre ces deux attitudes consiste à politiquement articuler l'ordre monétaire au sein d'une banque centrale européenne « indépendante¹ » [guillemets du traducteur], de toute injonction politique, en lui laissant avec cela le soin de la monnaie. Plus d'un exige carrément de procurer à la BCE le statut de « quatrième pouvoir » (monétaire). Bien entendu, on ne doit pas oublier que l'organisation de la BCE, de même que le choix et la manière de penser de ses fonctionnaires sont profondément ancrés dans la situation des intérêts du capital et des marchés financiers.

Les termes de la tâche à réaliser sont résumés dans la questions suivante :

- Comment doit être à l'avenir organisée de manière féconde la relation de dépendance entre l'argent et la sphère du réel, pour créer des circonstances sociales dignes de l'être humain ?

Point capital 2 :

L'introduction de la monnaie unique « Euro » ne consistait pas seulement en l'acte de débaptiser les monnaies des États nationaux utilisées jusque-là. Avec cela, le réel champ social en fut beaucoup plus durablement modifié.

L'évolution sociale moderne a économiquement mené à la division du travail. Eu égard à la spécialisation, il se produit un approvisionnement désirable seulement ensuite si toutes les productions/prestations s'échangent presque mutuellement et qu'ainsi les conséquences de la

¹ BCE, à Francfort sur le Main, soit juste a cœur du moteur économique de l'Europe moderne : 1 € = exactement 2 Marks !. *ndt.*

spécialisation puissent s'équilibrer. L'abondance des processus d'échanges nécessaires pour cela est seulement négociable par l'intervention de l'argent comme médiateur. Avec son aide, les prix se forment. Des prix sont des rapports sociaux chiffrés : *dans chaque prix individualisé se reflète l'ensemble des circonstances de rapports sociaux (et pas seulement ceux économiques d'un domaine monétaire)*. Cela ne vaut pas seulement pour les grandeurs de production/prestation et de consommation immédiatement capables d'être comptabilisées. Le genre et le caractère des structures sociétales et régionales se forment pareillement sur cette base et agissent ensuite en retour sur les processus sociaux. Les êtres humains vivent dans cette structure relationnelle avec leurs sensibilités et leurs habitudes. *Cela rend aussi évident pourquoi des êtres humains s'accrochent à leur monnaie*, puisqu'ils se sentent de ce fait, dans l'ensemble de l'organisme social, *plus ou moins consciemment ancrés*. *Seulement là où cette vertu homogénéisante de la monnaie n'est plus éprouvée, ou selon le cas, ne peut plus communiquer cette conscience, il en naît un besoin de commerce : non pas pour créer une nouvelle monnaie, mais au contraire, pour développer de nouvelles formes sociales de comportement, à partir desquelles une nouvelle monnaie se développe*. Cela démontre pourquoi l'on ne peut pas simplement échanger la monnaie, sans modifier quelque chose aux états reposant à son fondement.

Points capital 3 :

Des États en étroite interdépendance économique ne peuvent plus résoudre leurs conditions d'échanges avec les instruments des cours du change existants jusqu'à présent. Des problèmes de configuration intégrée de la vie sociale exigent une association concrète avec les champs de vie. Une monnaie unitaire exige que d'autres organes et formes d'action surgissent à la place des mécanismes d'action des cours du change. Si le cours du change signifie encore une façon de s'y prendre pour des espaces monétaires séparés, au plan financier, la réponse, à présent, c'est une collaboration dépassant les frontières dans la vie réelle.

Cela se trouve fondé dans l'évolution de la division du travail que l'on ne puisse demeurer dans un espace monétaire. Chaque monnaie reflète les conditions culturelles qui en elle dominent « singulièrement ». Les frontières de l'espace monétaire assurent un niveau social déterminé et permettent une diversité dans la vie des uns à côté des autres. Si l'on veut échanger le niveau, alors les cours du change assument la fonction d'écluses entre les niveaux. Aussi longtemps que les courants de production internationaux (d'importation et d'exportation) ne représentaient qu'une grandeur complémentaire du produit intérieur brut, les écluses des cours du change purent suffire à remplir leur fonction d'échange des niveaux. Les tentatives des États nationaux par des dispositifs de réévaluation et de dévaluation pour obtenir des avantages, ont mené aux phénomènes de crise mondialement répandus, dans lesquels s'annoncèrent progressivement l'impossibilité d'utiliser les cours du change pour résoudre les différences de niveau.²

Les cours du change sont toujours reliés à l'ensemble du niveau d'économie politique et ne prennent pas en compte des points de vue en partie économiques ou isolément économiques. Mais plus le degré d'interpénétration de la division internationale du travail augmente, moins une régulation générale convient pour l'organisation des conditions sociales différentes. Cela se révéla déjà dans les contentions répétées, de fixer les cours du change pour protéger la vie sociale des ballottements fréquents et puissants (voir le serpent monétaire européen). Si l'on est étroitement associés, comme le degré d'intégration déjà en vigueur des pays de l'UE entre eux, alors d'autres instruments doivent reprendre le rôle assumé jusqu'à présent par les cours du change.

Point capital 4 :

La politique exclusivement orientée sur les intérêts égoïstes nationaux ne rendra pas non plus justice aux nécessités sociales, parce que ces derniers initient carrément des conflits par leur comptabilité d'avantages ou d'inconvénients unilatéraux. La réponse se trouverait plutôt dans des

² On voit bien ici que ce phénomène du « débordement des écluses », n'a pas été anticipé lors de la création de l'Euro. Le tout c'est de savoir s'il ne l'a pas été volontairement pour pousser à l'intégration forcée de toute l'Europe à l'image d'une fédération avec un pouvoir fédéral central. *ndt*

formes d'autogestions, dans lesquelles agiraient efficacement — au lieu de critères étatiques nationaux — des critères dépendants des choses et des personnes, pour la résolution des tâches.

Jusqu'à présent la résolution des questions sociales était soit abandonnée au marché ou bien décidée politiquement. À la place de la co-responsabilité de l'individu, surgissent donc dans de telles circonstances, soit la résignation à l'égard des énergies surpuissantes du marché, soit des exigences posées à la société. Si ces dernières rencontrent une écoute attentive, elles sont alors imposées à l'aide de réglementations législatives ou normatives et ceci aussi contre la vie [économique ici, *ndt*]. Or il ne surgit nonobstant ici qu'une bureaucratie, quand on veut réglementer la vie de l'extérieur. Les citoyens de l'État en tant que personnes concernées, n'en deviennent pas pour autant de réels participants responsables.

L'autogestion signifie, par contre, de participer activement aux résolutions des questions sociales selon la mesure que confère le fait d'en être concerné. Les formes et processus de l'autogestion sont à chaque fois différents pour les champs de vie considérés. Sur la base d'une forte présence de l'État et du marché, et des règles de comportement arrangées par celui-ci, un très petit nombre de formes d'autogestion purent seulement se développer jusqu'à présent. Or, maintenant, elles deviennent urgemment indispensables, si l'on est censé empêcher la naissance de nouvelles structures de pouvoir socialement dissonantes. À côté de la formulation politique du problème du *qu'est-ce* qui va advenir, surgit de plus en plus le *comment* peut être réalisé quelque chose. Mais pour cela, la politique doit procurer l'espace de déploiement et de configuration correspondant.

Point capital 5 :

Le progrès social n'est qu'à obtenir, si, lors de la formation du mobile des acteurs individuels, les intérêts de la communauté à l'égard d'une communauté monétaire sont activement inclus. Une volonté durable de contribuer à la guérison des conditions sociales doit donc remplacer le combat superficiel des symptômes de la maladie.

Une monnaie commune rend les conditions sociales comparables. Si l'on n'y est pas prêts, alors les rapports sociaux commencent à se ré-ordonner sur la base des différences existantes, en s'y adaptant (par exemple, la discussion sur le salaire minimum mensuel du pays). Étant donné que le cours du change n'équilibre plus les différences, des changements dramatiques peuvent s'accomplir, selon la direction de migration, en touchant des régions et sociétés entières (par exemple évidemment des domaines structurellement faibles).

Que ces mouvements de migration peuvent avoir lieu de manière chaotique, cela a sa cause originelle dans l'extension des droits de liberté individuelle sur le pouvoir de disposition des droits sociaux, qui sont caractérisés, en tant que facteurs de productions, comme « travail », « biens-fonds » et « capital ». Avec cela la dynamique du marché — orientée jusqu'à présent sur la gestion d'entreprise avec sa conscience apathique de l'ensemble de la société — pouvait se déployer sans aucune retenue. Les réprobations sociales qui en ont résulté doivent être au contraire politiquement maîtrisées. Afin que la monnaie unitaire agisse, sans charger l'équilibre social, de nouvelles formes d'harmonisation sociale doivent être pensées. L'éveil provoqué dans ces contextes par l'unité monétaire européenne est donc une chance.

Point capital 6 :

L'élargissement de la circulation des marchandises et des services à tous les mouvements d'argent et de capitaux, procure à ces derniers un avantage durable. Le capital perd de ce fait son lien social et peut, à la vitesse d'une seconde, se mouvoir dans le monde, toujours en quête de nouveaux avantages et sans aucune responsabilité pour les vestiges de destruction, que cette mobilité laisse derrière elle, là où elle a pris son envol. Il est évident que la configuration de la vie sociale réelle ne peut pas suivre les mouvements du capital libérés de toute responsabilité et doit avec cela toujours plus s'adapter aux conditions que pose la circulation de l'argent et du capital (par exemple, les soins principaux de la politique passent pour restaurer les marchés de capitaux, quoique ceux-ci comptent parmi les causes principales des difficultés actuelles.) Il s'agit de continuer de développer le rapport entre monnaie et processus de vie sociale, voire, en effet, le re-déterminer de neuf.

Le sens de l'économie, c'est de pouvoir aller à la rencontre des charges et besoins des êtres humains et de permettre les échanges au plan mondial, dans des conditions socialement supportables. La liberté de circulation des marchandises est, pour cette raison, le but et l'objet des traités internationaux, tandis que les « conditions socialement supportables » se trouvent plutôt encore en cours de développement. La liberté de circulation des marchandises suit la libre mobilité jusqu'à la libre convertibilité des monnaies. Ce mouvement de liberté fut même carrément étendu aux transactions financières, quand bien même aucun processus de production ne leur restât encore attaché (par exemple le commerce à la seconde au moyen de logiciels informatiques).

Cela a conduit au fait qu'aujourd'hui les transactions purement financières constituent un multiple élevé des sommes commerciales nécessaires. En cela aussi il devient visible que les écluses des cours du change sont largement inondées par les flots et sont soumises à de tout autres influences.

Dans le sillage du mouvement de migration des travailleurs, naquit la libre circulation des personnes, c'est-à-dire le droit de choisir librement son lieu de résidence et de travail au sein de la communauté monétaire. Avec cela les réglementations de redistributions sociales aussi bien que l'économie (salaires), comme aussi dans le système social, ont de nouveau besoin de réglementations. Puisque le sol lui-même n'est pas mobile, le libre accès des personnes apparaît ici en tant que droit d'accès au sol et à son utilisation, par exemple sous la forme d'un libre choix de résidence. Cela mène à des réprobations sociales, par exemple la mise en concurrence des lieux parce que subventionnés ou selon le cas, de par leur caractère pittoresque favorable et autres. Cette extension du libre accès à l'échange de production sur les trois facteurs de production apparaît, dans un premier temps, comme un progrès amené par la globalisation. Mais cela vaudrait seulement devant l'arrière plan des représentations du modèle d'économie de marché, si, « par dessus le marché » on en acceptait encore les symptômes de maladie en tant que nuisances collatérales. (le rédacteur de cet article a déjà signalé précédemment qu'il s'agit en fait de trois semblants de marchés.³)

Sozialimpulse n°2/2014.

(Traduction Daniel Kmiecik)

³ Udo Hermannstorfer : *Semblant de marché. Travail, sol, capital et globalisation de l'économie*, 3^{ème} édition, Stuttgart 1997.